

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son entretien avec Mme Thatcher, Premier ministre britannique, notamment sur les conséquences de la rencontre américano-soviétique de Reykjavik, Londres, jeudi 16 octobre 1986.

LE PRESIDENT.- La première question que vous pourriez me poser est celle-ci : pourquoi êtes-vous venu à Londres aujourd'hui ? Parce que je souhaitais rencontrer Mme Thatcher afin d'aborder avec elle essentiellement deux questions qui sont d'actualité, qui sont essentielles.

- La première, au lendemain de la rencontre de Reykjavik : que peuvent et que doivent en penser les deux seules puissances européennes occidentales disposant d'un armement nucléaire ? Nous avons en effet, de ce point de vue, bien des choses à nous dire.

- La deuxième question : Mme Thatcher est actuellement présidente de la Communauté et elle prépare le prochain sommet de Londres qui aura lieu au début du mois de décembre et je voulais m'informer de l'état des travaux, savoir comment la présidente en titre envisageait les conclusions de cette rencontre de Londres.

- Vous comprenez dès lors mon double point de vue : en tant que Chef d'un Etat à puissance nucléaire, connaître l'opinion d'un pays voisin, allié et détenteur lui-même d'une force atomique et par ailleurs très engagé dans la construction de l'Europe. Comment faire avancer l'Europe en 1986 avant d'aborder les étapes suivantes ? La conversation s'est portée sur quelques autres sujets. Nous avons parlé du terrorisme et d'autres phénomènes qui touchent à la vie de nos peuples. Vous connaissez maintenant ce qui a été l'ordre du jour de la rencontre d'aujourd'hui.

QUESTION.- Monsieur le Président, que pensez-vous de Reykjavik ? Qu'est-ce que Mme Thatcher en pense ? Qu'est-ce qu'ensemble peuvent faire ces deux pays ? Comment peuvent-ils agir ?

- LE PRESIDENT.- Je peux vous dire ce que j'en pense, mais je ne suis pas autorisé à vous dire ce qu'en pense Mme Thatcher : notre réunion n'était pas publique, sans quoi nous aurions pu tenir cette réunion ici tous les deux au lieu d'aller déjeuner au 10, Downing Street. Ce sont des conversations préliminaires, ce sont les premières que nous ayons eues, et pour cause, depuis la rencontre de Reykjavik. Des relations constantes sont établies entre nous, avec d'autres puissances européennes, avec les Etats-Unis d'Amérique et avec l'Union soviétique. D'où l'importance, non pas forcément d'aligner les points de vue, mais au moins de connaître, pour les rapprocher si c'était nécessaire, les points de vue entre la Grande-Bretagne et la France. Mon point de vue est que toute tentative de parvenir à un accord de désarmement général est évidemment une occasion à ne pas manquer. La France est une puissance nucléaire, elle n'est pas partie prenante au dialogue russo - américain, elle n'entend pas d'ailleurs entrer dans ce cercle-là.

- Dans la phase actuelle les deux puissances qui débattent possèdent l'une et l'autre quelques 10000 charges nucléaires. C'est donc hors de proportion avec ce que peuvent posséder les autres pays nucléaires, les trois autres. Et c'est précisément à ces deux pays qu'il appartient d'abord de procéder à un examen, et le cas échéant, ce que je souhaite, à un retrait, à une réduction sensible de leurs armements. Ces deux pays n'ont pas naturellement compétence pour

disposer de l'armement des autres et il n'est pas question qu'ils puissent y prétendre. Mais, en vertu de l'importance qu'ils ont dans le monde, de l'effet d'entraînement que peuvent avoir leurs décisions, et puis aussi des relations d'alliance que nous avons avec les Etats-Unis d'Amérique, et des relations d'importance que nous avons avec l'Union soviétique, il est, bien entendu, tout-à-fait décisif pour nous d'être aussi au courant que possible de ce qui se déroule dans ces conversations.\

\ Suite sur la rencontre américano-soviétique de Reykjavik \

- On a parlé, d'un côté, d'échec. C'est vrai que Reykjavik n'a pas donné lieu à un accord. J'ai même été étonné que l'on puisse penser qu'un accord serait obtenu si rapidement au cours d'une conférence qui est tout de même un peu improvisée. Non pas que le fond des choses le soit, mais la véritable rencontre imaginée, prévue, c'est celle qui doit avoir lieu, qui devrait avoir lieu bientôt, aux Etats-Unis d'Amérique. Oui, donc, pour le mot échec, par rapport aux espérances qui ont été esquissées pendant cette conférence, indiscutablement, il y a eu une chute libre. Par rapport au processus engagé si lentement et si péniblement depuis le début de ces conversations, j'ai le sentiment que sur de nombreux points il y a eu des avancées, et qu'il ne reste plus - ce n'est pas ce qu'il y a de plus simple - qu'à concrétiser au cours des débats ultérieurs.

- En même temps, cette conférence a pu montrer quelles étaient les limites imaginables de ce genre de discussion. En effet, si chacun s'entête : "l'IDS pas question d'y renoncer en quoi que ce soit, même pas dans le temps", "pas d'IDS ou bien rien n'est possible", eh bien la conversation n'ira pas beaucoup plus loin. Mais vous savez ce qu'est la diplomatie, et les mille et un détours qu'elle peut prendre, les distinctions à établir entre recherche, expérimentation, déploiement, les nuances qui peuvent intervenir dans les délais de mise en oeuvre. Et puis, à côté de l'accord quasiment universel qui semblait se dessiner à Reykjavik sur l'ensemble des armements nucléaires, peut-être y-a-t-il des objectifs moins vastes mais cependant décisifs, comme on en n'aurait jamais connu : réduction de 50 % dont on a parlé avant de parler de la réduction totale, disparition des armes nucléaires intermédiaires, accords sur certains aspects de la guerre, en particulier de la guerre chimique, accords sur les contrôles, tout cela serait un immense progrès. Je pense donc qu'il faut que les partenaires resserrent leur discussion. C'est ce que je souhaite, en tout cas. Voilà mon opinion. Celle de Mme Thatcher, elle l'exprimera elle-même.\

QUESTION.- Monsieur le Président, mettons-nous dans l'hypothèse où les deux super-puissances arriveraient à un accord : est-ce que cela modifierait la politique de défense de la France ? Est-ce qu'on pourrait imaginer que les politiques britannique et française en matière de défense se rapprocheraient ? Ou, au contraire, qu'elles divergeraient plus profondément ?

- LE PRESIDENT.- La politique de la France est une politique de dissuasion nucléaire. Pourquoi et comment cette stratégie s'effacerait-elle puisqu'elle est notre sécurité-même ? Pour ma part je n'envisage pas que la France puisse renoncer à sa stratégie nucléaire, qui est une stratégie de dissuasion, qui connaît ses propres limites, qui ne cherche aucunement à disposer d'une valeur offensive, qui, simplement, repose sur l'idée qu'il convient pour la France de rester au-dessus du seuil de crédibilité pour qu'une guerre contre elle ne présente strictement aucun intérêt, aucun profit pour celui qui pourrait y penser. Non, il n'est pas question de changer la stratégie de la France.

- Un rapprochement ? Il y en a déjà, des rapprochements... Nous sommes l'un et l'autre, la Grande-Bretagne et la France, dans l'OTAN. Si nous ne faisons pas partie, nous Français, du commandement intégré, nous n'en sommes pas moins dans la même Alliance. Et puis, nous avons quand même souvent des échanges de vue, des conversations et moi, je me réjouirais de tout ce qui permettrait de développer en commun un certain nombre de perspectives et d'armements. La Grande-Bretagne est insérée dans le commandement intégré. La France, elle, compte davantage sur ses propres forces. Mais aller dans un sens du rapprochement des équipements et des armements et procéder à des conversations à caractère stratégique, je n'y verrais que des avantages.

- QUESTION.- (Inaudible)

LE PRESIDENT. - Non, c'est un passage de M. Schultz. Ce passage est sans intérêt.

- LE PRESIDENT.- NON, c'est un propos de M. SNUITZ. Ce propos n'a pas été soumis à négociation. Je me contenterai de vous répondre que la France n'est pas partie prenante à l'accord ou plutôt - faute d'accord jusqu'alors - à la négociation russo-américaine et qu'elle n'est pas du tout demanderesse pour s'asseoir à la table des négociations. Quand les Russes et les Américains seront parvenus à un accord - s'ils y parviennent jamais - suffisamment important pour que la réduction considérable de leurs armements permette d'aboutir à une situation qui puisse être comparée, on examinera la question. On n'en est pas là. J'ai d'ailleurs défini devant les Nations unies les conditions qui permettraient à la France d'y prendre part. Ces conditions restent les mêmes.\

QUESTION.- Sur le sujet du terrorisme, est-ce que vous estimez disposer aujourd'hui de tous les moyens nécessaires à l'action qui doit être celle du Président de la République dans ce domaine ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas du tout traité cette affaire sous cet angle. Nous nous sommes communiqué un certain nombre d'informations, nous avons échangé un certain nombre d'hypothèses, d'explications devant un phénomène dont certains aspects ont besoin encore d'être compris.

- QUESTION.- Est-ce que la voix du Président de la République est altérée à l'étranger par ces rumeurs ?

- LE PRESIDENT.- Des rumeurs, cela existe toujours. Non, non je n'ai pas le sentiment que la voix du Président de la République française soit étouffée en quoi que ce soit. C'est à vous d'en juger, surtout dans le domaine de la défense et de la sécurité.

- QUESTION.- Avez-vous discuté avec Mme Thatcher du procès de M. Nezar Hindawi qui a lieu actuellement à Londres ?

- LE PRESIDENT.- Nous en avons parlé.

- QUESTION.- Avez-vous obtenu des informations ?

- LE PRESIDENT.- Mme Thatcher m'a exposé son point de vue.

- QUESTION.- Et c'est resté uniquement au niveau du point de vue ?

- LE PRESIDENT.- Comment au niveau du point de vue ? Mais c'est très important. Ce qu'elle en sait, ce qu'elle en pense, les conclusions qu'elle estime devoir en tirer, c'est très important, non ?

- QUESTION.- Est-ce que ces conclusions vous confirment...

- LE PRESIDENT.- Je n'irai pas plus loin. Il s'agit d'un procès britannique, qui se passe ici, qui touche à un phénomène qui atteint également la France. C'est une très bonne leçon pour nous, un très bon enseignement veux-je dire. Quant à développer aujourd'hui, à Londres, ce que pourrait être, ou ce que devrait être, ce que sera, ou ce qu'est déjà la stratégie française face au terrorisme, ce n'est ni l'occasion ni le moment, ni le lieu, bien que je sois ici en terre française, puisque nous sommes à l'Ambassade.\

QUESTION.- Monsieur le Président, à propos du raid sur la Libye et des divergences qui sont apparues entre les divers pays européens, est-ce que vous avez envisagé avec Mme Thatcher des modalités pour mieux coordonner, en cas de besoin, l'action des pays européens pour qu'ils parlent d'une seule voix même en cas d'urgence, en cas de crise ?

- LE PRESIDENT.- Non. Nous n'en n'avons pas parlé. Ce sujet était important, il est un petit peu passé d'actualité, d'autres sont venus s'y substituer. C'est vrai : la Grande-Bretagne a donné l'autorisation, puisque ses avions sont partis du sol britannique. La France a refusé son autorisation. Les points de vue ont donc été diamétralement opposés. Mais, quant aux méthodes, je ne pense pas qu'elles soient opposées sur le fond.\

QUESTION.- Quel est votre opinion sur les résultats de Reykjavik ? Est-ce que votre opinion est différente de celle de Mme Thatcher ?

- LE PRESIDENT.- Nous partageons, Mme Thatcher et moi, la même analyse. Nous préconisons sur ces points-là des réponses similaires. Nos points de vue ne sont pas identiques en toute chose mais cela ne touche pas à l'essentiel. Quant à Mme Thatcher et ce que je pense de tel ou tel des aspects de ces questions complexes, elle garde l'entière propriété de ses déclarations et de ses interprétations. Je ne me sens pas autorisé à les dire à sa place.

- Je résumerai en disant que je suis tout à fait désireux de voir réussir les efforts des deux négociateurs. Il faut réduire les armements d'autant plus qu'ils s'accroissent : cette course est insupportable. Nous approuvons donc la démarche qui fait que les deux représentants de ces deux grands pays se rencontrent, discutent, négocient et recherchent un accord. J'ai précisé également à vos confrères français que la France n'était pas partie prenante dans cette négociation. Elle la suit avec le plus grand intérêt, mais elle est bien loin d'être partie prenante. Elle ne demande même pas à le devenir ! Il faudrait que les soviétiques et les américains parviennent à une réduction considérable de leurs armements avant que nous songions, le cas échéant, à nous associer à cet effort. J'ai énoncé lors d'un discours prononcé en 1983 aux Nations unies les conditions à remplir pour que la France décide de s'associer aux négociations auxquelles elle répondrait, pour le cas où elle déciderait de s'associer à la négociation.
- Je pense que ce qui tendra à la réduction sensible des forces nucléaires, de tout ordre, stratégique, intermédiaire, tactique mérite d'être discuté. La France trouve bon que l'on étudie la façon de réduire catégoriquement les armes intermédiaires à moyenne portée nucléaires, entre l'Est et l'Ouest, et particulièrement en Europe.
- Par ailleurs, nous souhaitons que les deux plus grands pays cessent de développer des armements chimiques tandis que les autres pays en seraient démunis, conformément d'ailleurs, aux conventions internationales.
- Enfin, il me paraît nécessaire d'organiser un contrôle du désarmement et donc de discuter des conditions de ce contrôle. Tout ce qui va dans ce sens - et Reykjavik en particulier - est une bonne chose.
- Vouloir trop embrasser par des vues grandioses, mais peut-être irréalistes, c'est une autre affaire. Qui peut le plus, qui rêve le plus, ou qui souhaite le plus, peut le moins et cela c'est bon pour la paix dans le monde.
- J'espère que la négociation pourra reprendre et aboutir.

QUESTION.- Monsieur le Président, même si la France et la Grande-Bretagne ne font pas partie de ces négociations, vous exercez une grosse influence sur les Américains. Est-ce que vous avez parlé de l'IDS aux Américains pour qu'ils considèrent l'IDS plus comme un moyen de négociation qu'une fin en soi ?

LE PRESIDENT.- J'ai eu l'occasion de m'exprimer publiquement à ce sujet. Vous savez que la France, à la suite de ma décision, n'a pas engagé de contrat d'Etat à Etat avec les Etats-Unis d'Amérique pour l'édification de l'IDS. Que nous ayons, le cas échéant, quelque influence sur la réflexion américaine, je l'espère bien. M. Reagan et moi nous en avons souvent parlé, nous en avons parlé également dans les conférences des sommets des pays industrialisés, et en toute occasion. Nous avons échangé une correspondance assez nourrie avant la réunion de Reykjavik, et nous l'avons reprise depuis.

- Quand j'en aurai l'occasion, j'exprimerai de nouveau ma position à M. Reagan, et les responsables français, à tous les échelons, harmoniseront leur position pour développer un thème correspondant à ce que je vous ai dit tout à l'heure à propos d'un accord sur le désarmement.

QUESTION.- Monsieur le Président, à propos des armes intermédiaires en Europe et à propos d'une intervention : est-ce qu'entre Londres, Bonn, et Paris il peut y avoir des consultations particulières de manière à pouvoir s'adresser aux uns et aux autres, à Moscou comme à Washington ?

LE PRESIDENT.- Toutes les approches avec l'Allemagne, avec la Grande-Bretagne, avec d'autres sont une pratique que je recommande, car les problèmes de l'Europe doivent être exposés autant que possible à l'unisson à nos alliés et amis américains : ainsi notre angle de vue sera-t-il mieux perçu. Cela ne veut pas dire qu'il y a identité de vue : nos situations sont tellement différentes ! Si l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et d'autres ont un large fond commun, elles ont aussi des situations qui les distinguent.